



Déclaration liminaire de l'UNSA
COPERF du CMVRH du 9 octobre 2026

Madame la Directrice des ressources humaines,
Monsieur le Directeur
Mesdames et messieurs les membres du comité,

L'UNSA aborde ce Comité de perfectionnement avec un état d'esprit résolument constructif. Nous tenons avant tout à saluer le professionnalisme et l'engagement sans faille des équipes du CMVRH et des CVRH, qui assurent au quotidien la formation et l'accompagnement des agents de notre pôle ministériel dans un contexte de mutations profondes.

L'ordre du jour d'aujourd'hui illustre l'ampleur des chantiers engagés : démarche inter-DG sur les métiers de l'inspection, réorganisation consécutive à la fusion avec l'ancienne FORCQ, refonte de la filière formation et consolidation des parcours statutaires. Sur l'ensemble de ces sujets, l'UNSA partage la volonté de moderniser nos outils, de rendre l'offre plus lisible pour les maîtrises d'ouvrage et de sécuriser les parcours professionnels.

Cependant, aucune transformation d'ampleur ne peut réussir durablement sans l'adhésion, la sérénité et la reconnaissance pleine et entière des personnels qui la font vivre. À ce titre, l'UNSA souhaite porter dès l'ouverture de cette séance plusieurs points d'attention et de vigilance majeurs :

- **Sur la réorganisation et l'évolution de la filière formation à l'horizon 2027** : la transition annoncée des actuels chefs de file vers de futurs chefs de coordination de plan national de formation suscite de vives inquiétudes et de nombreuses interrogations restées sans réponse. Il est impératif que l'administration clarifie sans attendre les futures fiches de poste, le périmètre des responsabilités, la ligne hiérarchique et fonctionnelle, ainsi que les modalités d'évaluation.

- **Sur la situation des agents de catégorie B :** ces missions de pilotage stratégique, d'ingénierie et d'animation de réseaux nationaux relèvent traditionnellement de fonctions de catégorie A. Elles sont pourtant portées avec une grande compétence par de nombreux agents de catégorie B. L'UNSA demande une sécurisation et une juste reconnaissance de cette adéquation statutaire.
- **Sur les garanties statutaires et indemnitaires :** l'exercice de ces responsabilités accrues doit s'accompagner de mesures concrètes, notamment par la mobilisation de l'IFSE au titre des sujétions exercées, ainsi que de garanties fortes en matière de promotion, d'avancement et de valorisation de l'expérience acquise.
- **Sur l'accompagnement au changement :** nous demandons la mise en place d'un véritable dispositif de sécurisation prévoyant un accompagnement individualisé et un « droit de remords », afin de permettre le réexamen de la situation de tout agent si l'exercice effectif des nouvelles missions ne correspondait pas aux conditions présentées.
- **Enfin, sur le soutien aux acteurs de terrain :** qu'il s'agisse de la charge de travail des mentors et tuteurs dans les services déconcentrés, de l'accès réactif aux formations techniques dès la prise de poste, ou encore du soutien aux préparateurs des concours internes et de la Prépa Talents, l'accompagnement humain doit demeurer la priorité absolue.

L'UNSA formulera des propositions précises et posera ses questions au fil des débats de cette journée. Nous attendons de cette instance un dialogue social loyal, transparent et attentif aux réalités de terrain.

Nous vous remercions pour votre écoute.